

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/191
25 avril 2002

(02-2399)

Comité des marchés publics

Original: anglais

ACCESSION DE LA MOLDOVA À L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Questions des États-Unis concernant les réponses de la Moldova (GPA/W/177) à la liste de questions pour la communication de renseignements relatifs à l'accession à l'Accord sur les marchés publics

Les États-Unis ont examiné les réponses de la Moldova à la liste de questions (GPA/W/177) et se félicitent du caractère exhaustif des renseignements fournis. Ils présentent les questions et les demandes d'éclaircissements suivantes au sujet des communications de la Moldova.

1. Les États-Unis demandent à la Moldova de soumettre à l'examen de toutes les Parties à l'Accord sur les marchés publics, les lois, règlements et autres mesures cités dans sa réponse à la question n° 2. Ces renseignements seront très utiles aux Membres lors de leur examen du régime des marchés publics de ce pays.
2. Dans sa réponse à la question n° 4, la Moldova donne le détail de l'organisation administrative de la République de Moldova. Prière d'indiquer quel est, entre le premier et le deuxième, le niveau le plus élevé dans la hiérarchie de cette organisation.
3. Les États-Unis notent que, dans sa réponse à la question n° 5, la Moldova déclare qu'un certain nombre d'entités gouvernementales citées comprennent "des organes publics soumis à l'autorité et au contrôle de" l'entité concernée. Les États-Unis demandent à la Moldova d'expliquer comment ces organes publics sont gérés et contrôlés par les entités dont ils relèvent. Ils lui demandent aussi d'indiquer si la création et le fonctionnement de ces organes publics sont prévus dans les textes réglementaires ou organiques de l'entité gouvernementale de tutelle et de quelle manière.
4. Prière de préciser comment le projet de Loi sur les marchés publics cité dans la réponse à la question n° 7 créera un nouveau mécanisme de passation des marchés publics et comment ce nouveau mécanisme est censé réglementer les procédures de passation des marchés publics des produits et des services par les entreprises publiques.
5. En réponse à la question n° 10, la Moldova a énuméré les activités menées par l'Agence nationale des marchés publics au cours des trois dernières années. Les États-Unis se félicitent de ces renseignements et aimeraient savoir si la Moldova a mis en place un système permettant de ventiler les marchés publics de produits et de services par entité.
6. En réponse à la question n° 11, la Moldova précise que "l'article 8 de la Loi n° 1166-XIII sur les marchés publics de produits, de travaux et de services répondant aux besoins de l'État, datée du 30 avril 1997, prévoit, entre autres choses, que tous les fournisseurs (entrepreneurs) ont le droit de participer aux procédures d'appels d'offres, quelle que soit leur nationalité". Toutefois, dans la réponse à la question n° 12, la Moldova indique que "l'article 8 de la Loi dispose, à titre d'exception, que l'Agence nationale des marchés publics peut limiter le nombre de fournisseurs (entrepreneurs) admis à participer en faveur des fournisseurs moldoves". Prière de préciser dans quelles circonstances il peut être recouru à cette exception.

7. Compte tenu de la réponse à la question n° 12, prière d'indiquer en détail comment la Moldova entend accorder le traitement national aux fournisseurs des Parties à l'Accord lorsqu'ils soumissionneront dans le cadre de marchés visés par l'Accord.

8. Dans sa réponse à la question n° 15, la Moldova a communiqué une liste de documents et des renseignements que les fournisseurs doivent fournir lorsqu'ils soumissionnent pour des appels d'offres. Existe-t-il d'autres conditions auxquelles les adjudicatrices doivent satisfaire et qui constitueraient des opérations de compensation aux termes des dispositions de l'Accord? Les opérations de compensation dans le cadre des marchés publics comprennent des mesures telles que des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, à la délivrance de licences de technologie, à l'investissement, aux échanges compensés ou des prescriptions similaires qui visent à promouvoir le développement au niveau local ou à améliorer les comptes de la balance des paiements.

9. En ce qui concerne la réponse de la Moldova à la question n° 16, quelles sont les différences fonctionnelles entre "l'appel d'offres en deux étapes" et "l'appel d'offres restreint"? L'un est-il d'un niveau inférieur à l'autre?

10. Les États-Unis aimeraient obtenir des renseignements complémentaires sur la réponse de la Moldova à la question n° 16.

- A) Les États-Unis croient comprendre que pour les appels d'offres restreints il n'existe pas de listes ni de registres de fournisseurs (entrepreneurs) (réponse à la question n° 18). Prière d'indiquer comment s'effectue la sélection des fournisseurs (entrepreneurs) qui souhaitent participer à des appels d'offres dans le cadre de cette procédure.
- B) La publication de l'Agence nationale des marchés publics est-elle largement diffusée pour permettre aux fournisseurs (entrepreneurs) intéressés d'être informés de l'existence des propositions d'offres (appels d'offres) et de savoir quels documents fournir pour la présélection.
- C) Prière d'indiquer de quelle façon, lors de la procédure d'appel d'offres en deux étapes, l'Agence nationale des marchés publics fixe le nombre de fournisseurs (entrepreneurs) qui sont suffisants et les critères et les méthodes à l'aide desquels elle identifie les participants et en arrête un nombre suffisant pour assurer une concurrence effective.

11. Dans sa réponse à la question n° 16, la Moldova dit que le recours à l'appel d'offres restreint dépend en partie de la question de savoir "si la valeur du marché est inférieure à 12 500 fois le salaire minimal". Prière d'expliquer comment fonctionne le "salaire minimum" standard dans le système de passation des marchés publics de la Moldova. S'agit-il d'un seuil minimum? Prière d'indiquer également à combien s'élève actuellement le salaire minimum, comment il est fixé, avec quelle fréquence il est modifié et comment les fournisseurs (entrepreneurs) intéressés ont accès à ces renseignements.

12. En réponse à la question n° 17, la Moldova s'est référée à l'article 6 (paragraphe 3)) et à l'article 7 de la Loi considérée. Prière d'indiquer quelle est cette loi et quand la Moldova pense qu'elle sera ratifiée et entrera en vigueur. Une fois cette loi ratifiée, les États-Unis aimeraient en recevoir une copie. Dans sa réponse, la déclaration de la Moldova selon laquelle "le Groupe de travail chargé de la passation du marché pour l'organisme public bénéficiaire n'établira pas de critères, prescriptions ou procédures discriminatoires à l'égard d'une certaine catégorie de fournisseurs (entrepreneurs)" figure-t-elle dans cette loi? Dans la négative, quel est le fondement de cette déclaration? En outre,

celle-ci ainsi que l'article 7 sont-ils les seules prescriptions de non-discrimination prévues par la législation moldove?

13. Dans sa réponse à la question n° 26 (publication des lois, des règlements, des décisions judiciaires, des décisions administratives d'application générale et des procédures concernant la passation des marchés publics), la Moldova indique que "Internet est également utilisé pour publier ces invitations". Y a-t-il un site Web particulier (avec une adresse RLU) sur lequel la Moldova publie ces renseignements?

14. En ce qui concerne la réponse à la question n° 27, la Moldova indique que les invitations à soumissionner sont diffusées à la radio et publiées dans la presse écrite. Prière de préciser si toutes les invitations à soumissionner paraissent dans la presse écrite ou si certaines ne sont diffusées qu'à la radio.

15. En réponse à la question n° 29, la Moldova déclare que "les organes publics ne publient pas d'avis d'adjudication des marchés". Dans sa réponse à la question n° 30, la Moldova indique que l'entité adjudicatrice publiera certains renseignements sur les passations de marchés publics. Prière de préciser dans quelles circonstances les décisions d'adjudication de marchés sont publiées.

16. Concernant la réponse à la question n° 32, la Moldova donne énormément de détails sur la procédure d'évaluation des offres et fournit, en réponse à la question n° 34, certains renseignements sur les procédures de contestation des adjudications. Prière de décrire en détail les procédures de contestation que prévoit la Moldova, comme l'exige l'article XX de l'Accord pour que les fournisseurs (entrepreneurs) non retenus puissent contester une adjudication et prière d'indiquer les délais prévus pour chaque étape de la procédure.

17. En ce qui concerne la réponse de la Moldova à la question n° 33, prière de décrire "la procédure d'examen des propositions".

18. Dans sa réponse à la question n° 34 ii), la Moldova indique que l'Agence nationale des marchés publics est "chargée de la résolution des plaintes déposées". Prière de décrire la procédure par laquelle l'Agence exerce cette fonction. Prière également d'indiquer si les décisions de l'Agence nationale des marchés publics peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire. Comment sont nommés ou choisis les Membres de l'Agence chargée de cette fonction?

19. Dans sa réponse à la question n° 34 iv), la Moldova déclare que les procédures de passation des marchés publics peuvent être suspendues pour une période de sept jours qui peut, dans certains cas, être prorogée jusqu'à 30 jours. Prière d'indiquer comment la Moldova préserve les possibilités commerciales d'un plaignant en cas d'expiration de la période de suspension.
